Compte rendu

Du Comité Local d'Information et de Concertation (CLIC)

SME (SNPE Matériaux Énergétiques)

Réunion du 1^{er} juin 2010

Ordre du jour :

- Validation du compte rendu de la réunion précédente
- Élection du Président du CLIC SME
- Présentation de la société extérieure BIOPOWDERS
- Présentation des études de dangers des ateliers MMH et Perchlorate par SME
- Présentation de l'analyse de l'IIC sur ces deux études
- Présentation du bilan 2009 de la société SNPE Matériaux Énergétiques
- Présentation de l'action de l'inspection en 2009/2010
- Point sur la demande de tierce-expertise et l'avancement de la prescription du PPRT
- Questions diverses

La réunion est ouverte à 17 heures 05.

M. CASTELLS (Préfecture de la Haute-Garonne) indique en préambule que Mme SOULIMAN ne peut pas présider ce CLIC. En tant que Directeur du service de pilotage interministériel à la Préfecture, il la remplace.

Il est procédé à un tour de table des participants.

I. Validation du compte rendu de la réunion précédente

M. CASTELLS indique que les diverses observations ont été prises en compte par la DREAL.

Mme FRAYSSINET (Association "Les Amis de la Terre") observe qu'en page 3, M. Benjamin HUTEAU de la DREAL indiquait que la présence de tiers sur le site SME n'était pas forcément compatible avec l'élaboration des PPRT. Elle souhaite une explication, sachant que 3 sociétés sont d'ores et déjà installées sur ce site.

Par ailleurs, en page 4, Mme CESCOFFON affirmait que le zonage de l'atelier de perchlorate était de 470 mètres, tandis que M. LECOMTE considérait que les zonages étaient plus restreints. Ce point doit donc être éclairci.

M. MASSON (DREAL Midi-Pyrénées) explique que le rôle du PPRT est de régler les problèmes de promiscuité entre les tiers, les particuliers ou entreprises, et les installations à risque, suite à la catastrophe d'AZF. Certaines entreprises étant installées sur le site de SME, il convient de se demander si cette cohabitation est acceptable. Aujourd'hui, il est trop tôt pour le déterminer en ce qui concerne les entreprises déjà présentes sur le site.

M. LECOMTE (Directeur de la société SME) ajoute que les entreprises installées ne sont pas considérées comme des tiers mais comme des entreprises voisines. Des engagements réciproques sont établis, tels que la signature d'une charte HSE. Ces entreprises sont intégrées dans le POI de SME et participent régulièrement aux exercices de sécurité. SME leur fournit des prestations en matière de sécurité, d'infrastructures et d'environnement. Un dossier de déclaration a été déposé auprès de la DREAL pour chacune des trois activités installées (APMEPI, BioPowders et Solvionic), afin de justifier de leur appellation d'entreprises voisines.

M. BOYER (AVPRI) demande si le facteur de risques aggravants du fait de la juxtaposition d'entreprises est pris en compte.

M. LECOMTE confirme que les effets réciproques des uns sur les autres et du cumul de ces risques sont pris en compte. Toutefois, il rappelle que les activités accueillies sont innovantes. Elles manipulent de très petites quantités de produits et non des volumes industriels.

Mme LANGE (Mairie de Toulouse) demande si les fiches de données sécurité de ces entreprises sont à jour pour tous les produits utilisés.

M. LECOMTE indique que des moments privilégiés d'échange, tels que le CHSCT de site, où sont présents les représentants des entreprises sous-traitantes et voisines et de SME, permettent de suivre ces questions. En outre, un comité de coordination HSE a été mis en place, au cours duquel les perspectives d'évolution des uns et des autres sont abordées, ainsi que les mises à jour qui en découlent.

Des autorisations préfectorales sont délivrées à SME pour des quantités de produits relativement importantes, de l'ordre de 4 000 tonnes de stockage de produits classés. La réalité est de 5 à 600 tonnes de produits stockés. BioPowders stocke quatre matières différentes pour un tonnage global de 5 tonnes au maximum. En outre, il n'existe pas de stockage en vrac ou en tas. Tous les produits sont conditionnés en très petites quantités.

II. Élection du Président du CLIC SME

M. CASTELLS indique que, lors de la dernière réunion, personne ne s'était porté candidat pour présider ce CLIC.

M. SAVALL (Président du SPPPI) se porte candidat.

M. CASTELLS demande si la nomination de M. SAVALL est soutenue par tous les membres.

Les membres acquiescent.

M. SAVALL remercie l'assemblée pour sa confiance. Il informe les membres du CLIC que les CLIC et les CLIS (comité local d'information et de surveillance) seront bientôt réunis dans des comités de suivi de site dans lesquels toutes les thématiques (environnementales et risques accidentels) seront traitées.

III. Présentation de la société extérieure BIOPOWDERS

M. PODDEVIN (BioPowders) présente l'activité de la société BioPowders, ses produits et ses applications. Il indique qu'à la suite de la catastrophe d'AZF, la société BioPowders a été créée à l'initiative de TLS Médical Holding, société suisse implantée à Paris et d'Urodélia, elle-même issue de Bioland, société implantée à proximité d'AZF. Dès son implantation sur le site de SNPE, la société BioPowders a mené une démarche de certification ISO 9001, qu'elle a obtenue en février 2010, assortie d'une déclinaison dans le domaine médical.

M. SAVALL demande si le stockage d'ammoniaque est conséquent et sous quelle forme il se présente.

M. PODDEVIN répond que la société Gaches leur fournit l'ammoniaque en solution liquide, en bidons de 20 litres. Le stockage le plus important concerne le nitrate de calcium, par 1,5 tonne. Les autres produits tournent en continu.

M. LECOMTE précise que SME est souvent sollicitée par des sociétés qui souhaitent s'installer sur le site, en raison de l'attractivité du tissu académique toulousain et qu'elle refuse le plus souvent.

Il affirme que ces jeunes sociétés innovantes n'ont pas d'autres solutions sur Toulouse et que le développement d'une activité de chimie durable sur l'île du Ramier, afin de supplanter les industries existantes, est une bonne façon d'envisager l'avenir. Il estime possible le développement de cette zone d'activité, au bénéfice de la région et de l'emploi, sans contrecarrer les riverains, ni réindustrialiser cette zone, par la création d'une zone d'activité technologique. Si cette vision ne pouvait être mise en œuvre, SME en tiendrait compte, mais son projet est d'accompagner le monde universitaire et le tissu académique toulousain, en préparant les emplois industriels de demain.

M. MASSON rappelle que l'implantation de nouvelles sociétés doit tenir compte de la sécurité des futurs salariés. La DREAL est donc vigilante sur les lieux et les conditions d'implantation.

M. BOYER demande si un plafond permet de limiter les implantations et leurs évolutions en termes de tonnage, de salariés ou de superficie de bureaux.

M. PODDEVIN répond qu'en tout état de cause, leur marché mondial ne représente que trois à quatre tonnes de produits.

M. COTELLE (Communauté urbaine du Grand Toulouse) indique qu'il convient de se soucier de la sécurité des riverains, des salariés mais aussi de l'intérêt de l'agglomération, en lien avec le monde académique, qui est une spécificité toulousaine. Le développement de l'activité et de l'emploi est à prendre en compte. Dans le souci de ne pas réindustrialiser cette zone, les différents acteurs doivent avoir une vision claire de l'activité et des quantités engendrées. Toulouse souhaite

être partie prenante dans le développement de ces entreprises, en imaginant dès aujourd'hui des solutions face à l'accroissement des volumes, sans les laisser partir ailleurs.

En tant qu'administrateur de l'Agence de l'Eau, **Mme LANGE** ajoute que la protection du milieu est également un élément à observer, la Garonne étant une ressource à préserver. Elle estime qu'il serait judicieux d'associer cette collectivité à la démarche de SME pour étudier les modes de fonctionnement compatibles avec la préservation du milieu.

M. SAVALL note la convergence des propos tenus vers la limitation de la production. Il suggère à **M. LECOMTE** l'élaboration d'une charte entre le propriétaire du site et les entreprises voisines.

M. LECOMTE confirme que cette charte existe. SME a proposé à la Région de signer une charte régionale en vue du développement territorial de l'île du Ramier, car il considère que l'accord des collectivités est indispensable. Cette idée n'a pas été rejetée à ce jour.

Mme LANGE rappelle que le rôle des collectivités ne doit pas se limiter à avaliser les projets de développement. L'île du Ramier fait partie d'un projet de site environnemental plus global. Tous les acteurs doivent donc réfléchir ensemble au volet environnemental et au développement durable des procédés chimiques.

M. SAVALL estime que cette idée est à développer et à concrétiser.

IV. Présentation des études de dangers des ateliers Perchlorate et MMH par SME

En préambule, **M. JEAN (responsable HSE de SME)** présente le cadre réglementaire dont découle la grille de criticité des accidents majeurs. Les risques sont analysés pour déterminer les accidents potentiels, les accidents majeurs, dépassant les limites de propriété de l'établissement, les éléments importants pour la sécurité (EIPS) et le niveau de sécurité des installations. Cette démarche est basée sur les retours d'expérience, le recensement des risques des ateliers, les effets en cascade, les activités externes et les risques engendrés par les procédés mis en œuvre. En cas d'hésitation, le niveau maximal d'intensité est retenu. Au final, la grille de cotation tient compte de l'occurrence et de l'intensité, en fonction du nombre de personnes potentiellement touchées. Les EIPS sont les barrières ultimes avant l'accident majeur. Ils sont assortis d'un niveau de confiance selon chaque élément de maîtrise, coté séparément.

La production de perchlorate d'ammonium existe depuis 1969 sur le site de Toulouse. Depuis 1990, une synthèse du produit est réalisée. La fabrication du perchlorate implique plusieurs sites en France, dont le site de Jarrie, à partir duquel le perchlorate de sodium (matière première) est transporté par route vers Toulouse (site de production), puis vers Saint-Médard (stockage) et enfin vers Kourou, ce produit étant destiné à la propulsion spatiale.

a) Au sujet des applications du perchlorate d'ammonium et des produits de l'atelier :

Mme FRAYSSINET demande si le perchlorate possède une application militaire.

M. LECOMTE répond qu'elle est mineure et qu'il ne peut communiquer sur ce point, les données étant confidentielles.

M. MARCOM (Association « Plus jamais ça, ni ici, ni ailleurs ») demande si SME participe au marché automobile (airbags).

M. LECOMTE répond que SME est la seule usine en Europe à développer ce produit. Toutefois, d'autres usines dans le monde produisent du perchlorate d'ammonium.

M. MARCOM demande ce qu'il advient du sulfate de sodium (coproduit).

M. LECOMTE répond qu'il est vendu à d'autres sociétés.

M. JEAN ajoute que SME est un très petit fournisseur de sulfate de sodium, mais qu'il se réjouit de pouvoir le valoriser ainsi.

M. SAVALL demande si le sulfate de sodium est livré solide ou en solution, s'il contient encore des traces de perchlorate et si les clients le savent, le cas échéant.

M. LECOMTE confirme qu'il en contient des traces diffuses. Les clients le savent, mais ils n'en connaissent pas exactement la teneur.

b) Au sujet du procédé de fabrication du perchlorate d'ammonium et des rejets aqueux de l'atelier dans la Garonne :

M. JEAN explique le procédé de fabrication du perchlorate d'ammonium.

M. JEAN confirme à **M. MARCOM** que l'ensemble du procédé est effectué en milieu aqueux.

Mme BATAILLE demande si l'eau utilisée sur le site provient de la Garonne.

M. JEAN acquiesce et ajoute que la fabrication du perchlorate consomme 100 tonnes de vapeur d'eau par jour, qui sont recyclées dans le procédé.

M. SAVALL demande confirmation qu'aucun effluent contenant du perchlorate ne sort de la boucle procédé de l'atelier.

M. JEAN lui confirme.

M. SAVALL rappelle que la présence de traces de perchlorate est incompatible avec des rejets en rivière, même en très faible concentration.

M. JEAN confirme que cet élément fait partie des données surveillées.

Mme REAL (Comité de quartier Croix-de-Pierre) demande si les pertes de vapeur d'eau comportent des risques.

M. JEAN répond que les pertes en sels sont minimes.

M. LECOMTE ajoute que ces matières sont minérales.

Mme FRAYSSINET note que les seuils de rejets polluants sont généralement fixés par arrêtés préfectoraux.

M. JEAN répond qu'il n'existe aucun seuil légal pour le perchlorate.

M. SAVALL estime que ce vide juridique est normal, puisqu'il n'existe que deux producteurs de perchlorate en Europe. En revanche, les Etats-Unis sont très soucieux de ce problème, suite à un très grave accident survenu dans une usine de perchlorate d'ammonium.

Mme REAL s'enquiert des effets de cette pollution sur la santé.

M. SAVALL indique qu'elle entraîne des problèmes thyroïdiens. D'autre part, l'accident de l'usine d'Henderson, NV, aux Etats-Unis, doit être une référence pour les exploitants en matière d'accidentologie.

Mme LANGE déplore qu'en l'absence d'industries utilisant le perchlorate, les seuils de rejets de ce produit ne sont pas surveillés.

Mme CESCO (DREAL) précise que la société SNPE Reconversion & Services gère la dépollution du site. A ce titre, des recherches de perchlorate ont été effectuées dans le sol. Les eaux souterraines du site, qui se retrouvent dans la Garonne, sont donc surveillées suite à une pollution historique.

Mme LANGE demande ce qu'il en est des possibles rejets actuels, qui ne sont pas mesurés.

M. LECOMTE indique que la réglementation européenne n'impose aucun contrôle et que les industries ne disposent donc pas de valeurs toxicologiques de référence. Toutefois, des traces de perchlorate restent possibles dans les rejets de l'usine.

M. MASSON assure que des mesures ont été réalisées dans la nappe et que des études ont été remises. La présence d'une pollution en perchlorate dans les eaux souterraines est d'origine historique (présence de terres polluées sous l'atelier) mais également chronique car le produit est actuellement rejeté dans la Garonne par les rejets aqueux de l'atelier en fonctionnement ; cela constitue une vraie problématique à traiter. Il souligne que les CLIC sont sur le point d'évoluer pour permettre d'aborder les effets chroniques des industriels. La pollution en perchlorate dans la nappe et dans la Garonne fera donc l'objet d'une présentation lors d'un prochain CLIC.

M. BOYER demande si, en l'absence de réglementation, la pollution de la Garonne est réellement prise en compte, face aux risques majeurs évoqués.

M. MASSON rappelle que les risques chroniques doivent être distingués des risques accidentels. Les premiers peuvent polluer le milieu naturel. Jusqu'ici, le périmètre du CLIC était limité aux risques accidentels, mais celui-ci évolue.

M. BOYER demande quelle est la frontière entre les prérogatives de la DREAL et celles de l'Agence de l'eau, lorsque les pollutions concernent l'eau.

M. MASSON explique qu'en tant qu'organisme de contrôle des industries, la DREAL est investie d'un rôle de police directe.

M. ARAGON (AVPRI) s'étonne qu'aucun seuil de dangerosité ni aucune étude ne soit disponible.

M. SAVALL indique que cette réponse nécessite une recherche approfondie et qu'il conviendra d'aborder cette question lors d'une prochaine réunion du CLIC ou du CSS.

Mme REAL suppose que les Etats-Unis ont étudié la question.

M. SAVALL répond que la question est complexe. Des soupçons pèsent sur le perchlorate concernant des problèmes de thyroïde, mais il est également utilisé dans des médicaments traitant ces dérèglements.

M. JEAN ajoute que les études sur le perchlorate comportent un volet confidentiel quant au procédé de fabrication.

c) Au sujet du phénomène de crue de la Garonne :

Mme FRAYSSINET s'inquiète de l'emportement des *big bags* en cas de crue de la Garonne.

M. JEAN indique que les big bags sont stockés dans des magasins fermés et que le stockage des fûts d'ammoniac situé en extérieur est pourvu de câbles permettant d'arrimer les fûts en cas d'inondation.

M. LECOMTE ajoute que les crues de la Garonne sont un phénomène bien connu, prévu sous 24 heures. En outre, une étude de danger d'inondation a été réalisée, afin de mettre en place une organisation adéquate en cas de crue centenaire.

Mme FRAYSSINET remarque que les crues centenaires peuvent atteindre quatre mètres en seulement six heures.

M. LECOMTE réfute ces propos.

M. LE MOULT (SNPE Reconversion et Services) indique que le délai d'une crue centenaire est d'environ 48 heures.

Mme FRAYSSINET estime que cette question devra être éclaircie.

Mme LANGE confirme que les délais d'alerte ne sont pas si longs. Par ailleurs, elle estime que la question des déversements et de l'environnement devra être abordée à un moment donné.

Nota : Pour information le sujet inondation a déjà été traité lors de la réunion de la CLIP du 29 mars 2004 avec une présentation de la cartographie des zones inondables par la DIREN (devenue DREAL) et un débat avec les membres du CLIC. Le compte-rendu de cette réunion est disponible sur le site Internet de la DREAL (<http://www.midi-pyrenees.drire.gouv.fr/>).

d) Au sujet des seuils de toxicité de l'étude de dangers Perchlorate :

M. JEAN présente le bilan des analyses d'accidents potentiels, en soulignant les produits dangereux concernés. Il conclut en affirmant que les risques d'accidents restent confinés à l'intérieur de l'établissement.

Mme FRAYSSINET souligne des incohérences entre les seuils de toxicités présentés dans les fiches de risques du Plan Particulier d'Intervention de 2002 (PPI) et ceux figurant dans la présentation de l'exploitant (page 24) sur l'acide chlorhydrique.

M. JEAN explique que les seuils de toxicité affichés dans le cadre du phénomène dangereux « éclatement pneumatique du four de perchlorate » sont ceux d'un nuage composé d'ammoniac et d'acide chlorhydrique, pour une durée d'exposition de 2 minutes (voir page 124 de l'étude de dangers).

Mme CESCON explique que les seuils de toxicité sont définis en fonction de la concentration et de la durée d'exposition pour un produit donné. Un groupe d'experts national est chargé, pour le compte du ministère, de définir des seuils officiels. Les seuils officiels sont disponibles sur le site de l'INERIS à l'adresse suivante :

<http://www.ineris.fr/fr/fiches-de-seuils-de-toxicite-aiguë/fiches-de-seuils-de-toxicite-aiguë/502>

M. MARCOM souhaite que les variations soient expliquées.

M. LECOMTE explique que les valeurs de référence peuvent évoluer en fonction de l'état des connaissances scientifiques sur les produits considérés.

Selon **Mme FRAYSSINET**, ces explications ne sont pas claires et les données difficiles à appréhender. Or, elles doivent pouvoir être diffusées.

M. MASSON indique que l'étude de danger est un document technique, qui fait l'objet d'un résumé non technique, afin de le rendre plus accessible.

Mme CROVISIER (DREAL) ajoute que les seuils de toxicité utilisés dans les études de dangers de SME ont été analysés par l'inspection des installations classées, mais que ces sujets étant complexes, la critique de ces valeurs exige des compétences techniques. Il appartient à la DREAL de porter un regard critique sur les données affichées par les industriels.

M. MARCOM regrette que les comparaisons sur la variabilité des données ne leur soient pas rendues possibles.

M. SAVALL estime que les tableaux de la présentation de SME devraient être délivrés avec la référence qui a permis de les établir.

M. BOYER se demande si le PPI ne devrait pas être la référence.

M. MASSON lui confirme qu'au contraire, l'étude de danger est la base des autres démarches. Ce document doit donc être exhaustif et à jour, afin de prendre en compte les nouvelles connaissances en toxicologie, l'évolution des techniques, les retours d'expérience d'accidents etc. Tous les autres documents (POI, PPI, PPRT...) doivent ensuite être mis à jour en conséquence.

Mme ILLE (Préfecture Haute-Garonne) explique que les PPI sont constitués dans son service à partir des études de danger. Le périmètre de sécurité du PPI est généralement supérieur à celui du PPRT, car l'ensemble des phénomènes majorant y sont pris en compte. Le projet de PPI est ensuite mis à la disposition des maires, puis du public, qui est averti par affichage.

e) Au sujet des conditions climatiques retenues dans les études de dangers :

Mme REAL s'enquiert, de la part de M. MASSOU, des conditions climatiques prises en compte dans l'étude de danger.

M. MASSON répond que les effets climatiques sont primordiaux. Les événements atmosphériques, la vitesse et la stabilité du vent sont les deux références pour déterminer la dispersion des nuages. Des vents assez faibles ont été pris en compte, ce qui constitue des conditions défavorables, car les dispersions sont moindres.

f) Au sujet du nombre de personnes potentiellement exposées pris en compte dans les études de dangers et des distances d'effets de l'étude de dangers Perchlorate :

Mme REAL soupçonne la population riveraine d'avoir été sous-évaluée, car il n'est pas tenu compte des 10 à 15 000 personnes qui travailleront sur le Cancéropôle à terme.

M. JEAN répond que l'étude de danger ne porte que sur la situation actuelle.

M. MASSON affirme que si des phénomènes dangereux impactaient des zones telles que le Cancéropôle, les industries devraient réduire le risque à la source afin de ne pas les exposer.

Mme FRAYSSINET indique que la zone de danger définie pour le phénomène dangereux « éclatement pneumatique du four de perchlorate » est de 175 mètres, alors qu'elle était de 470 mètres selon une étude de 2005.

M. JEAN explique que le phénomène est inchangé, mais que la température des gaz émis prise en compte dans l'étude de 2005 était de 20°C, alors qu'elle est en réalité de 200°C. Les gaz s'élèvent donc plus rapidement. L'hypothèse retenue en 2005 était donc majorante et pas représentative des conditions réelles.

M. LECOMTE rappelle que les études de danger engagent les industriels pour cinq ans. Les hypothèses sont émises par des spécialistes et des programmes informatiques, de la manière la plus juste en fonction de l'état des connaissances.

Mme REAL remarque que le chemin de la Loge n'est pas très passager aujourd'hui, ce qui ne sera plus le cas avec le Cancéropôle.

M. LECOMTE assure qu'aucun cercle de danger ne l'atteint, le plus grand des cercles mesurant 500 mètres.

M. MASSON insiste sur l'évolution des méthodes de calcul, beaucoup moins simplistes que vingt ans auparavant. Aujourd'hui, de nombreuses hypothèses sont prises en compte et des modèles sont conçus en fonction des accidents passés, d'où la possible variation des résultats bruts.

M. JEAN présente une carte des cercles géographiques de danger. Les cercles d'accidents majeurs ne dépassent pas la Garonne. Il présente en outre les moyens de maîtrise des risques.

Il précise qu'aujourd'hui, le chlore n'est plus stocké sur le site. La diminution de la taille des containers d'ammoniac et le non-usage de chlore sur le site font partie des éléments destinés à réduire les risques à la source.

Au terme de l'analyse de l'ARPI, neuf scénarii d'accidents majeurs ont été décrits pour différents produits, ainsi que des accidents graves concernant des feux. Plusieurs phénomènes dépassent les limites de l'établissement.

g) au sujet des distances d'effets des phénomènes dangereux de l'étude de dangers MMH :

Mme FRAYSSINET demande pourquoi les cercles de danger (effets irréversibles) des phénomènes dangereux 1MMH «dispersion de MMA » et 5MMH «rupture de piquage en pied de bac B2301 : fuite et dispersion de MMA/NH3 » sont passés de 450 à 180 mètres et de 290 à 190 mètres entre l'étude de dangers de 2002 et celle d'aujourd'hui.

M. JEAN explique que les seuils déterminés par SME en 2002 pour la monométhylamine (MMA) n'étaient pas encore réglementés au niveau national. Aujourd'hui, les seuils officiels sont dix fois supérieurs à ceux définis par l'exploitant en 2002, ce qui explique la diminution des distances d'effets pour ces deux phénomènes. Il souligne que toutes les zones létales sont confinées à l'intérieur de l'établissement. Les zones irréversibles ne touchent aucune habitation et ne coupent pas le chemin des Etroits. Selon la grille de criticité, tous ces accidents potentiels sont modérés.

V. Présentation de l'analyse de l'IIC sur ces deux études

Mme CESCON précise que les quatre études de danger du site ont été communiquées à la Préfecture. Les deux études présentées par l'exploitant en séance ont été acceptées par la DREAL.

Une tierce-expertise a été demandée pour les deux autres études de dangers sur la détermination des seuils de toxicité des produits qui ne sont pas réglementés, l'exhaustivité des phénomènes dangereux et la modélisation, si nécessaire, des effets en cas d'accident sur ces produits.

Suite à l'analyse de l'inspection, une nouvelle modélisation du bac de stockage de l'acide chlorhydrique a été demandée, ainsi qu'une nouvelle modélisation de l'explosion du four pour tenir compte de la dispersion d'un nuage toxique composé d'ammoniac et de chlore.

Mme CROVISIER ajoute que les cercles présentés par M. JEAN intègrent les critiques émises par l'inspection, et dépassent donc la Garonne.

M. BOYER s'enquiert des actions de l'Etat et des collectivités locales depuis leur engagement en 2002, de confiner la zone de danger à la zone industrielle. Il demande en outre pourquoi la tierce-expertise n'a toujours pas été fournie.

M. MASSON rappelle que le travail réalisé par l'exploitant, puis le regard critique de l'inspection, demande un long temps d'analyse. Il se félicite d'avoir abouti à l'acceptation par l'exploitant de procéder à une tierce expertise sur deux des études de danger. Toutefois les quatre études de danger sont nécessaires à une vision exhaustive et à la définition des actions à mettre en œuvre. La remise de la tierce-expertise est donc indispensable, avant toute prescription du PPRT. Un cadre réglementaire des mesures de réduction des risques à la source existe depuis le printemps dernier. L'exploitant doit donc s'y conformer.

Mme FRAYSSINET s'étonne que les études de site ne soient pas encore acceptées, alors qu'elles sont accessibles au public.

M. MASSON affirme que la DREAL met les documents à la disposition du public, avant qu'ils ne soient intégralement acceptés par l'administration, dans un souci de transparence.

Mme FRAYSSINET déplore que cette restriction n'apparaisse pas.

Mme CESCON précise que les versions consultables sur les ateliers Perchlorate et MMH sont validées.

VI. Présentation du bilan 2009 de la société SNPE Matériaux Énergétiques

M. LECOMTE explique que les quantités de produits autorisées ont été divisées par deux. Le nombre de rubriques est passé de onze à six, d'où une déclinaison de l'activité vers de plus petites quantités. Le volume d'activité est relativement stable, ainsi que les effectifs du site, avec environ 85 personnes depuis 2005.

Il a été demandé à un expert, lié au Groupe SNPE, de vérifier la cohérence des seuils toxiques avant de lancer une tierce-expertise en juillet 2009.

M. MARCOM s'enquiert de la mise en conformité avec REACH.

M. LECOMTE répond que la SME a été auditée par la DREAL au titre de cette réglementation. Selon lui, l'essentiel est d'étudier la substitution de certains produits pour les dix à quinze ans à venir. Il considère que les entreprises innovantes doivent apporter des réponses de ce type. Elles constituent donc une opportunité de s'installer dans une chimie durable.

VII. Présentation de l'action de l'inspection en 2009/2010

Mme CESCON indique que la visite d'inspection de mars 2009 était centrée sur les impacts et les risques chroniques des rejets aqueux et atmosphériques.

Actuellement, les rejets aqueux des ateliers sont dilués. L'exploitant doit donc se mettre en conformité d'ici le 1^{er} janvier 2012.

Une visite d'inspection inopinée a été réalisée sur plusieurs sites SEVESO en octobre 2009, en dehors des heures d'ouverture (un samedi matin), sur la base d'un scénario d'accident, afin d'observer la réaction de l'exploitant. Des points positifs et négatifs ont été relevés.

Mme LANGE s'étonne que la DREAL n'exige pas la correction des points négatifs mis en avant lors de l'inspection avant l'approbation du PPRT.

M. MASSON confirme qu'il est demandé à l'exploitant de corriger ces écarts par rapport à la réglementation. En outre, une vérification sera opérée par une seconde visite inopinée.

Mme CESCON précise que l'exercice ne remet pas en cause les distances d'effets définies dans les études de dangers.

M. LECOMTE indique que des exercices sont réalisés chaque semaine en interne. Selon lui, l'exercice réalisé avec la DREAL a été très confus. Les salariés étaient très en colère, car ils ont

éprouvé un sentiment d'insatisfaction face à leurs réactions lors de l'exercice. Le stress des conditions réelles en était peut-être la cause.

Mme CESCO indique qu'une troisième visite d'inspection a été réalisée en décembre 2009, essentiellement sur l'atelier de perchlorate et sur le système de gestion de la sécurité.

VIII. Point sur la demande de tierce-expertise et l'avancement de la prescription du PPRT

Mme CROVISIER reprend la chronologie des événements présentés lors de la dernière réunion et précise les dates concernant la tierce-expertise. Elle indique que l'administration n'impose pas le choix d'un tiers-expert. En revanche, elle valide le choix de l'exploitant. Celui-ci a été tardif, l'arrêté préfectoral complémentaire imposant à l'exploitant la réalisation de cette tierce expertise a été signé le 18 juin 2009.

Elle précise que l'inspection n'attendra pas les conclusions de la tierce expertise pour exiger des travaux d'ici août 2010, car l'inspection des installations classées considère que les installations présentent un problème de sécurité.

Un nouveau délai a été octroyé à l'exploitant sur les études de danger et la tierce-expertise par un arrêté préfectoral de mise en demeure signé le 10 septembre 2009.

Une version projet de la tierce expertise a été remise en janvier 2010. L'inspection a analysé le document et a envoyé un courrier avec ses remarques à l'exploitant en mars 2010.

Une réunion a été organisée avec l'exploitant pour échanger sur les remarques exposées dans le courrier.

La mise en demeure de remettre un document définitif n'ayant pas été respectée, un signalement a été effectué auprès du Préfet et du Procureur de la République. En l'absence de définition du périmètre de danger majorant sur ce site, la DREAL ne peut pas proposer un périmètre d'étude pour la prescription du PPRT ni la liste exhaustive des phénomènes dangereux pour la mise à jour du PPI. En outre, elle n'a, à ce jour, aucune visibilité sur l'échéancier. Le CLIC ne peut donc pas être associé aux réunions relatives à la définition de la stratégie qui sera retenue pour la maîtrise de l'urbanisation autour de ce site (PPRT).

M. CASTELLS précise que le Préfet a signé la veille l'arrêté de mise en demeure pour la remise d'un échéancier pour les travaux prescrits par l'arrêté préfectoral dans un délai de trois mois.

Ce PPRT est le dernier de Midi-Pyrénées à ne pas avoir été prescrit, alors que ce site est soumis à une obligation de résultat. Le Préfet et la Secrétaire générale étant très sensibles à ces dossiers, des délais de réponse brefs sont indispensables.

M. JEAN rappelle que les éléments de base de la tierce-expertise sont les seuils toxiques.

M. LECOMTE exprime son désaccord avec la présentation de la DREAL. Selon lui, certains éléments ont été oubliés dans la chronologie. Il confirme l'obligation de résultat de la SME, mais aussi d'exhaustivité. Il affirme avoir dépensé plus de 100000 euros pour la tierce-expertise. Il

reconnaît être en retard sur les délais, mais il rappelle que réaliser une bonne expertise prend du temps. Une année a été nécessaire pour confirmer que les seuils toxicologiques étaient corrects, car les experts étaient très occupés par la réglementation REACH. Il relève, à ce titre, certaines incompréhensions avec la DREAL. La tierce-expertise est aujourd'hui presque terminée. Le PPRT pourra donc être prescrit en 2010.

M. JEAN rappelle que le périmètre de la tierce-expertise a été défini en mars 2009, les travaux du tiers-expert ont démarré en septembre 2009, le projet a été remis en janvier 2010, certaines réponses aux questions de la DREAL ont été apportées fin mars 2010. La version définitive sera remise au 15 juin 2010, le complément d'expertise ayant occasionné un coût supplémentaire de 10000 euros.

La tierce-expertise a déterminé des seuils qui n'existaient pas. En revanche, la plupart sont du même ordre de grandeur que ceux déterminés par SME selon une méthode empirique. Il rappelle que les seuils déterminent les zones de danger. Or, il leur est demandé de réaliser des travaux avant de connaître ces seuils. La méthodologie proposée par l'INERIS est d'utiliser les seuils américains, qui sont dix fois plus faibles, ce qui donnerait des cercles de danger dix fois plus grands qu'actuellement.

Mme LANGE souligne que la notion de tierce-expertise implique une absence de relation juridique entre le tiers-expert et l'exploitant.

M. LECOMTE explique qu'il a fait appel à un expert du Groupe pour des raisons financières, pour valider les hypothèses de départ et mieux délimiter le périmètre de l'expertise.

Cette première expertise a duré de février à avril 2009 et a donné des résultats plutôt rassurants quant aux seuils. Aujourd'hui, les seuils de référence sont confirmés par l'INERIS. **M. LECOMTE** ne comprend donc ni la polémique créée autour de cette première expertise, ni la mise en demeure dont a fait l'objet SME.

M. MASSON rappelle que des incompréhensions subsistent entre l'exploitant et l'administration. En outre, des engagements n'ont pas été tenus, ce qui a entraîné la mise en demeure pour écart par rapport à la réglementation. Il considère que le point essentiel est d'avancer sur le PPRT, la tierce-expertise ne portant pas uniquement sur les seuils de toxicité.

A ce jour, l'inspection des installations classées ne dispose d'aucun engagement écrit de la part de l'exploitant sur les délais de remise de l'expertise. Selon lui, le retard est dû à la première expertise en interne, qui n'était pas demandée.

Au vu des délais incompressibles du PPRT, il doute qu'il soit possible de le prescrire en 2010.

Il rappelle qu'en cas de désaccord avec l'exploitant, l'Etat tranche.

M. LECOMTE estime que l'exigence de la DREAL sur l'étude de danger a été très importante. Il estime par ailleurs que le moment est venu pour organiser des réunions bilatérales avec les associations concernées. Il les invite à revisiter le site et à le rencontrer, afin qu'il puisse répondre aux questions les plus pointues.

M. MARCOM estime qu'une réunion annuelle est insuffisante pour le CLIC.

M. MASSON suggère de prévoir une réunion en fin d'année.

IX. Questions diverses

Aucune question diverse n'étant soulevée, la séance est levée à 20 heures 40.